RÉPUBLIQUE FRANCAISE
DÉPARTEMENT DE LA CÔTE D'OR
COMMUNE DE MILLERY

COMPTE-RENDU du Conseil municipal : séance du jeudi 22 avril 2021.

L'an deux mil vingt-et-un et à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la Commune, convoqué le dix-huit avril 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur LÜDI Jacky, Maire.

Présents : M. BROCH Gilbert, M. CHARLES Christian, Mme CLÉMENT Patricia, Mme GARCIA Sandra, Mme GILLES Céline, M. JANNIER Pascal, M. LUCOTTE Dominique, M. LÜDI Jacky, Mme PERROT Claudine, M. ROUSSEAU Philippe.

Secrétaire de séance : Il est procédé, conformément à l'article L2121-15 du CGCT, à l'élection d'un secrétaire pris au sein du Conseil : Mme PERROT Claudine.

Le compte-rendu du Conseil municipal du 8 avril 2021 est adopté à l'unanimité.

Sur proposition du Maire, le Conseil municipal accepte d'ajouter à l'ordre du jour la délibération numéro VII.

I) CHOIX DE L'ENTREPRISE POUR RÉALISER LES DIAGNOSTICS AMIANTE ET PLOMB AVANT TRAVAUX DE LA MAISON BRIQUE-PIERRE À CHEVIGNY.

Le Conseil municipal, après avoir étudié les différents devis et après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de confier les dits diagnostics à l'entreprise Diag.Immo 21 Monsieur Jérôme VALLON de Montbard, pour la somme totale HT de de 3 741.66 euros soit un montant total TTC de 4 490.00 euros.

II) ADRESSAGE « LA POSTE » : DÉNOMINATION D'UN ÉCART ROUTE DE VIC-DE-CHASSENAY ET DEUX VOIES.

Le Conseil municipal, considérant l'obligation d'attribuer à chaque habitation un nom de voie ainsi qu'un numéro décide après en avoir délibéré de dénommer :

- la parcelle cadastrée ZP numéro 29, Mont-Genèvre 360 route de Vic-de-Chassenay.
- à Chevigny ; la parcelle cadastrée ZD numéro 43 numéros 2 et 2 bis impasse du Château.
 - la parcelle cadastrée ZD numéro 39 numéro 1 impasse du Château.
 - la parcelle cadastrée ZD numéro 40 numéro 3 impasse du Château.
- à Millery : la parcelle cadastrée ZC numéro 123, numéro 1 impasse du Moulin.
 - la parcelle cadastrée ZC numéro 65, numéro 3 impasse du Moulin.

Le planning prévisionnel de « LA POSTE » est le suivant :

- restitution du projet d'adressage : 30 juin 2021.
- fin de la prestation : 30 septembre 2021.

III) FIXATION DU PRIX DE VENTE D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE CADASTRÉE C 146 SISE AU HAMEAU DE CHARENTOIS

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de vendre une partie de la parcelle cadastrée C numéro 146 sise au 9 bis rue de l'Armançon à Charentois.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de fixer le prix de vente de ce terrain à bâtir à 38 euros le m².

La surface de ladite partie de parcelle est de 584 m² sous réserve d'arpentage.

Le bornage sera à charge de la commune. Les frais notariaux à charge de l'acheteur.

IV) TRAVAUX DE VOIRIE : ADHÉSION AU GROUPEMENT DE COMMANDES DE LA CCTA

Le Maire donne lecture d'un courrier de la CCTA souhaitant constituer pour l'année 2022 un groupement de commandes qui permettra la passation d'un marché public unique pour la réalisation des travaux de voirie des communes et de la CCTA, marché public d'une durée de 3 ans. Il s'agira d'un accord cadre qui fixera un bordereau de prix unitaires.

L'attribution s'effectuera sur la base d'un marché « type ». Ainsi, les prix seront connus pour toute la durée du marché et permettront d'élaborer des devis qui ne seront plus soumis aux aléas d'une consultation. Le Conseil municipal, après en avoir délibéré décide à l'unanimité d'adhérer audit groupement de commandes.

V) TRAVAUX DE VOIRIE 2022.

Le Maire informe l'assemblée que dans son courrier du 7 avril dernier, la CCTA précise qu'il convient de recenser les travaux de voirie 2022 avant le 30 avril.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide de programmer les travaux suivants :

→ Hameau de Chevigny : rue Jean-de-Réôme consistant en scarification, GNT, reprofilage, enduit en enrobé ou grave bitume sur environ 230 m depuis la RD 954 plus sur les environ 180 mètres suivants, bouchage des nids de poule, pontage de fissures et enduit bicouche.

→ Hameau de Ménetreux, route départementale 9E consistant en la création d'un cheminement piétons pour les enfants se rendant à l'arrêt de bus (sécurisation) sur 70 mètres : déblai de terre, bordures T2, enrochement, géotextile et sable stabilisé et imprégnation ainsi que la collecte des eaux pluviales.

→ Hameau de Ménetreux, route départementale 9E consistant en l'imprégnation pour sécurisation des cheminements piétons réalisés en 2020 et 2021.

→ Hameau de Millery, travaux de collecte des eaux pluviales entre la VC numéro 206 et l'impasse du Moulin.

VI) NOMINATION DE RÉGISSEURS

Le Maire informe l'assemblée que dans le cadre du projet de suppression des espèces à la DFFIP, les régisseurs devront prochainement effectuer les versements et les retraits d'espèces auprès de la Banque postale.

Il convient dès lors de recenser les régisseurs afin de pouvoir les habiliter à la plateforme qui leur permettra d'effectuer leurs opérations.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de nommer Mme GARCIA Sandra et M. BROCH Gilbert régisseurs.

VII) NON À L'EXPULSION DE SALIF TRAORE

Sur proposition du Maire, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, s'associe à l'unanimité à la pétition nationale suivante initiée par son employeur à savoir les Ateliers de l'Armançon-marroquinerie Thomas et adressée à la Préfecture de la Côte-d'Or :

Non à l'expulsion de Salif TRAORE, un jeune maroquinier au cœur d'or!

Salif Traore, 20 ans, vit dans la peur depuis qu'il a reçu une Obligation de Quitter le Territoire Français et a été assigné à résidence. Le recours auprès du tribunal administratif a échoué et l'OQTF confirmée. Son acte de naissance ne serait pas valable : motif récurrent, jamais réellement prouvé, qui vaut chaque jour, à des jeunes majeurs d'origine étrangère, de se voir brutalement expulsés.

Salif est jeune mais a déjà vécu plusieurs vies et un parcours insensé pour quelqu'un de son âge.

Parti à l'âge de 15 ans de Côte d'Ivoire, sans plus d'attache au pays, il est passé par le Burkina, le Niger, la Libye où il a connu la peur, la violence et l'enfermement. Après avoir affronté de nombreux périls, il a finalement rejoint l'Italie et a été pris en charge par la Croix Rouge. Salif a traversé la frontière française à pied, il s'est lui-même présenté aux services de police avec son extrait d'acte de naissance et a fini par être envoyé en Bourgogne, à Avallon. Pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance de Côte d'Or, Salif a finalement obtenu un passeport avec l'aide de ses éducateurs.

Aider Salif, ce n'est pas seulement humaniste, c'est raisonnable car ce jeune homme a un talent hors pair dont on ne saurait se passer aujourd'hui.

Son parcours en Bourgogne est en effet à souligner : scolarisé dès sa prise en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance, il se distingue par son sérieux, d'abord au collège de Châtillon où il progresse rapidement dans l'apprentissage du français (il entre en Unité Pédagogique pour Elèves Allophones) puis au lycée de Montbard où il obtient son CAP de marroquinerie avec une moyenne générale de 15/20. Après avoir suivi un parcours d'alternance aux Ateliers d'Armançon – groupe Marroquinerie Thomas (acteur majeur dans la fabrication de produits de marroquinerie de luxe), à Semur-en-Auxois, il décroche un CDD puis un CDI.

Il est très bon maroquinier, il s'est très vite intégré dans les équipes témoignent les responsables avec qui il a travaillé. Une excellente assiduité au travail est à lui reconnaître également.

Mais l'engagement de Salif ne s'arrête pas là : pensant devoir rendre à la France la chance qu'elle semble lui donner, il décide d'offrir tout ce qu'il peut aux autres. Il fait le geste solidaire de confectionner des vêtements pour le Secours Catholique, il crée un atelier à destination des plus démunis pour qu'ils puissent apprendre à réparer leurs vêtements eux-mêmes.

Voilà deux ans qu'il s'engage bénévolement pour les autres.

20 ans, d'un sérieux irréprochable, généreux, Salif devrait être récompensé. Il se prend totalement en charge, travaille et participe à l'effort national. Pourtant, maintenant il a perdu son travail, et c'est la crainte de se voir expulsé à n'importe quel moment qui le hante.

Face à cette injustice criante, insupportable, **nous demandons que le dossier de Salif soit ré-étudié et que l'OQTF soit annulée ainsi que l'assignation à résidence qui en découle.**

Rien ne justifie la sévérité des mesures prise à son encontre actuellement.

Informations diverses :

- **Acte notarié** établi entre ENEDIS et la commune.

- **Inscriptions dans les écoles publiques de Semur-en-Auxois** : service des affaires scolaires : 03.80.97.42.63 ou par mail à affaires-scolaires@ville-semur-en-auxois.fr

- **Devis accepté de l'entreprise Potet Romain** pour la réalisation d'un chemin piétonnier sur 28 ml et 1.40 ml de large à Ménetreux ainsi que la démolition d'un muret à Collonges rue Fleurie pour un montant total HT 1 069.32 € soit un montant total TTC de 1 283.18 €

- à compter du **1^{er} juillet 2022**, il ne sera plus possible d'utiliser de désherbant au cimetière.

- le **Conseil départemental a attribué une subvention de 20 512 euros à la commune dans le cadre des travaux de voirie 2021** qui devraient débiter en juin ou juillet prochain.

- le Conseil départemental fera procéder à l'abattage **de cinq arbres et à la suppression d'une glissière de sécurité sur la RD 980** sur le territoire de notre commune.

- **CCTA** : suite à 2 comptes rendus de la commission numéro 8, **l'ASPA a fait publier un article dans l'Auxois Libre du 16 avril dernier. Le Conseil municipal en partage pleinement la teneur.**

Lire l'article ci-dessous ou sur le site internet communal.

La remise à jour du site internet est en passe d'être finalisée : nous vous invitons à le visiter.

www.millery21.fr

Séance levée à 21h45

ENTRE AMNÉSIE ET MÉPRIS DES LUTTES CITOYENNES LES MENACES PERSISTENT SUR LA TERRE-AU-SEIGNEUR

Alors que la méga-décharge a été définitivement fermée par le préfet le 30 avril 2018, voici que la Terre-au-Seigneur est de nouveau aux prises avec de vieux démons qui reviennent au galop.

Pris de court ou à court d'idées face à la fermeture de la décharge pour laquelle 3 associations et 7 communes ont mené un long et rude combat, fermeture qu'ils semblent ne pas avoir eu le temps de voir venir et à laquelle certains n'ont jamais voulu croire, les élus en charge des destinées de la Communauté de Communes des Terres d'Auxois, et notamment Madame Véronique ILLIG, responsable de la commission « déchets » de la CCTA (commission 8), viennent d'être illuminés par une idée géniale : Et si l'on relançait l'activité déchets sur la Terre-au-Seigneur en rouvrant le quai de transfert dont la société COVED a été contrainte d'arrêter l'exploitation en 2018 ?

Il n'est pas nécessaire d'être un grand spécialiste de l'exégèse pour comprendre. Si l'on lit attentivement le compte-rendu de la commission 8 de la CCTA, « épisode 25 » du 31 mars 2021, en 3 lignes du paragraphe 6 tout est dit ; ça commence par : « Il existe à Vic-de-Chassenay un quai de transfert qui pourrait être utilisé », puis ça continue par : « Pourrait-on penser le louer pendant un an minimum ? Voire l'acheter ? » et ça se termine par une réflexion d'un bon sens impressionnant : « c'est quand même dommage qu'un outil existe et qu'on veuille en construire un autre à 20 km de là ». Époustouflant !

On pourrait penser à une farce pour faire rigoler COVED et la DREAL, il pourrait s'agir d'une maladresse ou d'une bévue que l'on va corriger. Mais pas du tout ! Le ridicule ne tuant pas, c'est clairement une idée fixe qui fait son chemin puisque le compte-rendu de la commission 8 de la CCTA, « épisode 28 » du 10 avril 2021, en remet une couche dans les mêmes termes.

Devant autant d'amnésie de certains de nos élus et de mépris des luttes citoyennes, l'Association pour la Sauvegarde du Patrimoine de l'Auxois va-t-elle être contrainte de remobiliser les troupes après le confinement et de sortir de nouvelles banderoles place de la Gare où siège la CCTA ?

Après 14 années d'un combat titanesque aux côtés de nos élus, aboutissant à chasser COVED et à libérer la Terre-au-Seigneur de toute activité déchets, certains auraient-ils perdu la mémoire de notre lutte et vont-ils nous obliger à reprendre les manifestations, mais contre des élus coupés des réalités de terrain cette fois, afin d'empêcher le retour des déchets ? Car si on ne bouge pas, c'est un boulevard qui s'ouvrirait pour la réouverture de la décharge. Il suffit en effet de poursuivre le raisonnement de la commission 8 (où siègent entre 2 et une poignée de personnes) et cela pourrait donner : *face à un si grand vide à combler, équipé de bassins et d'une torchère, tout y est ; ce serait quand même dommage d'emmener nos déchets ailleurs...*

Mais que font nos représentants du SMHCO (syndicat des déchets) et de la CCTA ? Sont-ils en grève, ne perçoivent-ils pas leurs indemnités ? Comment s'expliquer que, depuis tant d'années et après tant de tergiversations, aucun quai de transfert de remplacement n'ait encore été mis en chantier ? Et il faudrait que la Terre-au-Seigneur fasse les frais de leur défaillance et de leur turpitude ?

D'autant plus que la commission déchets de la CCTA ne devrait pas négliger d'autres questions autrement brûlantes, telle l'ancienne décharge de Semur dont les effluents s'écoulent dans l'Armançon, ou telle la décharge des soi-disant « inertes » où des sondages pourraient révéler la vraie nature des déchets qui y sont stockés.

De surcroît, les élus siégeant à la CCTA ne devraient pas ignorer que :

- 1) une action pénale, engagée par l'ASPA et les communes co-requérantes, est toujours en attente d'être jugée ;
- 2) un arrêté préfectoral imminent, sur lequel les conseils municipaux de Millery et de Vic-de-Chassenay ont déjà prononcé un avis, institue des servitudes d'utilité publique et restreint les activités autorisées (en privilégiant l'exploitation d'une centrale solaire) sur le domaine de l'installation, élargi à son périmètre de sécurité.

Ce sont autant d'obstacles à la mise en œuvre de mauvais stratagèmes.

(Communiqué de l'Association
pour la Sauvegarde du Patrimoine de l'Auxois)

C' Auxois C i B A E n° 3925
vendredi 16 avril 2021